

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Lille, le 08/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CRODA CHOCQUES**

1 Rue de Lapugnoy  
62920 Chocques

Références : 08/10/2025  
Code AIOT : 0007000985

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement CRODA CHOCQUES implanté 1 Rue de Lapugnoy 62920 Chocques. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CRODA CHOCQUES
- 1 Rue de Lapugnoy 62920 Chocques
- Code AIOT : 0007000985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Créé en 1925, le groupe CRODA synthétise des produits chimiques spécialisés à destination entre autres des industries chimiques, cosmétiques et pharmaceutiques.

Le site de Chocques se situe dans un environnement semi-urbain, à 1km au sud du centre de Chocques. L'usine occupe environ 80000m<sup>2</sup> sur un terrain de 24 ha sur les communes de Chocques et Labeuvrière.

L'établissement Croda à Chocques produit des substances chimiques issues de réactions de matières premières variées (alcools, amines,...) sur 2 matières premières principales. Les produits de sortie sont très diversifiés : du nettoyant de surface aux épaississeurs de sirops pédiatriques, en passant par des améliorants pour coloration de peintures, des produits de protection des cultures, des produits d'amélioration du rendement pour l'extraction de l'essence (émulsifiants de pétrole)... Le site comporte 3 ateliers de production (PC2, PC4 et Pilote). 10 réacteurs sont présents sur site : 4 sur PC2, 3 sur PC4 et 3 sur le pilote. L'établissement possède également 1 atelier d'écaillage, 1 atelier de conditionnement en fûts, un laboratoire et des stockages de matières premières ainsi que de produits finis.

Les matières premières utilisées et les produits finis représentent approximativement un volume global présent sur le site de 6000m<sup>3</sup> de produits chimiques (liquides inflammables, gaz toxiques et/ou inflammables, etc...). Le site produit environ 25 000t de produits finis par an.

L'établissement est classé SEVESO seuil haut, directement au titre de 3 rubriques ICPE (4510 et 2 rubriques 47XX).

L'exploitant est autorisé à exploiter ses installations, notamment par l'arrêté d'autorisation du 10 octobre 1985. L'arrêté encadrant les rejets du site (de toute nature) est l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2009. Le dernier arrêté donnant acte de l'étude de dangers est l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/07/2020. Par rapport du 24/06/2025, la DREAL a proposé au préfet du Pas-de-Calais de prendre acte de la notice et de l'étude de dangers mise à jour (documents transmis en février 2025 par l'exploitant).

Sont associés à l'établissement Croda un Plan de Prévention des Risques Technologiques approuvé le 10/05/2023 et un Plan Particulier d'Intervention mis à jour le 12/01/2023.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 1	Sans objet
2	Stratégie de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 1	Sans objet
3	Interdiction des PFAS dans les mousses incendie	Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une stratégie de défense incendie conforme aux textes qui lui sont opposables.

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 19/12/2023 étant respectées, la mise en demeure peut être levée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société CRODA CHOCQUES, ci-après dénommée exploitant dont le siège social est situé, au 1, rue de Lapunoy à Chocques (62920), est mise en demeure, pour ses activités de fabrication de produits chimiques qu'elle exerce à la même adresse, de respecter à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes : <b>- dans un délai d'un mois :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• de définir, conformément à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, avec les autorités concernées, les modalités de mise à disposition de l'état des matières stockées au sein de son établissement ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place une procédure : HSE 042.DOC10 Fascicule d'astreinte consacrée à la la génération d'un état des stocks complet incluant pour chaque zone d'activités ou de stockage : les produits finis, les matières premières, les emballages et les déchets.  L'état des stocks est établi à partir d'un progiciel de type SAP, lequel permet l'actualisation en temps réel. Le document permet de connaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. En outre, il présente les mentions de dangers des matières dangereuses. Le document présenté apparaît adapté à la gestion d'un évènement accidentel. La connexion au SAP permet une édition rapide et actualisée, l'état des stocks est accessible depuis n'importe quel poste informatique connecté à internet.  La procédure mise en place permet également l'édition d'un état des stocks au format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  L'état des stocks fait l'objet d'une édition quotidienne. Des recalages périodiques sont effectués par un inventaire physique, tous les mois pour les produits en cours de production et annuellement pour les produits finis.  L'état des stocks est référencé dans le POI de l'établissement.  En cas d'accident, il est prévu que le Chef du PCex mette à disposition l'état des stocks aux autorités et aux services d'urgence. La cellule communication de l'établissement dispose par ailleurs d'une fiche réflexe (Annexe 4 - Fiche réflexe communication à chaud) incluant la

transmission à la préfecture (SIDPC) de l'état des stocks dans sa version globale ou synthétique.

Les modalités de mise à disposition de l'état des stocks prévues à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont désormais définies.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Stratégie de défense incendie

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 19/12/2023, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Défense contre l'incendie

### **Prescription contrôlée :**

La société CRODA CHOCQUES, ci-après dénommée exploitant dont le siège social est situé, au 1, rue de Lapunoy à Chocques (62920), est mise en demeure, pour ses activités de fabrication de produits chimiques qu'elle exerce à la même adresse, de respecter à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

[...]

#### **- dans un délai de trois mois :**

- de disposer d'une stratégie de défense incendie telle que définie à l'article 4.6.3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 08 juillet 2020 ;
- de démontrer, conformément à l'article 4.6.4.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 08 juillet 2020, la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :
  - la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;
  - l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m<sup>2</sup> compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1800 (kW/m<sup>2</sup>)<sup>4/3</sup>.s ni la valeur de 8 kW/m<sup>2</sup>, sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;
  - la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.

Les délais édictés courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Constats :**

Par transmission électronique en date du 28/03/2024, l'exploitant a transmis une première version de sa stratégie de défense contre l'incendie. Cette première version a été jugée non recevable, car :

- le scénario de référence feu de réservoirs n'était pas étudié (ou exclu) ;
- pour le feu de cuvette 17, des moyens de défense mobiles apparaissaient dans des zones

exposant le personnel à des flux thermiques intenses et les besoins en solution moussante ainsi que le taux d'application n'étaient pas exprimés.

En date du 17/10/2025, l'exploitant a transmis une version actualisée excluant, de par la conception des bacs (réservoirs en inox de 50 m<sup>3</sup>), le scénario de feu de bac (pour rappel aucun scénario de feu de réservoirs de liquides inflammables n'est retenu dans l'étude de dangers).

L'exploitant a également révisé le scénario de référence portant sur les rétentions (feu de cuvette 17) et retient le déploiement des équipements suivant :

- trois canons mousse de 2000 l/min alimentés par lance monitor ou bouche incendie ;
- une lance mousse de 200 l/min alimentée par lance monitor ou bouche incendie ;

Le débit global d'extinction est porté à 6200 l/min pour un besoin théorique calculé de 6096 l/min. Le taux d'application retenu de 8 l/min/m<sup>2</sup> est conforme à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. L'exploitant dispose d'une quantité suffisante d'émulseur pour répondre à un besoin exprimé de 4000 l.

La fiche POI correspondante détaille les actions mises en œuvre, leur chronologie ainsi que les moyens matériels et humain à déployer. La disponibilité et l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie apparaissent démontrées. Les moyens mobiles ont été déplacés et n'exposent plus les personnels à des zones de flux thermiques au-delà de 5 kW/m<sup>2</sup>, comme le prévoit la réglementation (article 43.2.3 de l'arrêté ministériel susvisé).

En ce qui concerne les stockages en récipients mobiles, en application de l'annexe IX de l'arrêté du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant a jusqu'au 1er janvier 2027 pour compléter sa stratégie de défense incendie en y intégrant les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Au vu de ce qui précède les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/12/2023 sont respectées. En conséquence, l'Inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure susmentionnée.

Au 19/11/2025, l'exploitant a informé l'Inspection des installations classées des orientations qu'il comptait entreprendre en ce qui concerne le stockage des liquides inflammables :

- le seuil de 100 tonnes s'avérant suffisant pour couvrir les besoins du site sur les prochaines années, l'exploitant envisage le déclassement de la rubrique 4331 (passage du régime d'enregistrement au régime de la déclaration).
- dédier un espace de stockage isolé (cuvette n°3) aux récipients mobiles inflammables de

produits finis en priorité. A noter que ces produits sont amenés à disparaître de la gamme d'ici deux à trois ans.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection des installations classées rappelle à l'exploitant :

- la nécessité de porter à la connaissance du préfet toute modification des conditions de fonctionnement de l'établissement avant sa mise en œuvre.
- qu'à défaut de déclassement au titre de la rubrique 4331, l'exploitant a jusqu'au 1er janvier 2027 pour compléter sa stratégie de défense incendie en y incluant les scénarios relatifs au stockage de liquides inflammables en récipients mobiles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Interdiction des PFAS dans les mousses incendie**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et 4

**Thème(s) :** Produits chimiques, Interdiction des PFAS

**Prescription contrôlée :**

**Article 3**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.[Le PFOS, le PFOA et le PFHxS sont inscrits à l'annexe I.]

**Article 4**

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

**Annexe I :** Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique :

- aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
- aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.
- au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

**Constats :**

Deux types d'émulseurs produits par Eau & Feu sont présents sur site :

- Le Foam Master 3F 6/6 SP ;
- Le POLYPETROFILM 3/6.

Le Foam Master 6/6 SP est un émulseur non fluoré, il ne contient donc pas de PFAS.

Le POLYPETROFILM 3/6 est un émulseur fluoroprotéinique polyvalent filmogène FFFP-AR à hautes performances, classé en C6. Il contient du fluor et potentiellement des PFAS. L'exploitant a produit des documents attestant que les lots 1171-18, 1186-19, 1203-21 et 1207-21 présentent une teneur en PFOA inférieure à 25 ppb (0,025 mg/kg). En date du 01/12/2025, pour ces même lots d'émulseur, l'exploitant a transmis une nouvelle série de documents attestant de teneurs en PFOS et PFHxS inférieures à 25 ppb.

Les émulseurs utilisés respectent donc les teneurs en PFOA, PFOS et PFHxS imposées par le règlement européen du 20/06/2019.

**Type de suites proposées :** Sans suite